

# Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 27 mars 2019

## Séance n° 2019\_03



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le 27 mars deux mille dix-neuf, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR :

---

- Désignation des représentants au CNAS
- Création d'un groupe de travail pour l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde (PCS)
- Signature d'une convention avec la Maison Familiale et Rurale de l'Entre Deux Mers
- Vote du Compte Administratif Communal
- Vote du Compte Administratif Transport scolaire
- Vote du Compte de Gestion Communal
- Vote du Compte de Gestion Transport scolaire
- Clôture du budget transport et affectation des excédents
- Subventions 2019 aux associations
- Subvention exceptionnelle Festival Flam
- Affectation du résultat 2018 du budget Communal
- Vote des taux des taxes d'imposition 2019
- Vote du budget primitif 2019 Communal
- Reprise des emprunts CCLNG et acceptation de la somme relative à la répartition financière
- Décision modificative n°1
- Décision modificative n°2
- Instauration du CIA dans le cadre du RIFSEEP
- Participation de la commune pour le financement de deux abris bus
- Signature d'une convention d'occupation avec La Poste



Présents : (15) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND.

Absents excusés : (4) Mmes Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, MM. François BERNY (ayant donné pouvoir à Mme VIRUMBRALES), Francis VITRAS (ayant donné pouvoir à M. LESCENE).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance

Le compte rendu du conseil municipal du 06 mars 2019, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.



## **Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22**

### **Du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

<b>Numéro de décision</b>	<b>Date</b>	<b>Objet</b>
<b>ARRETES</b>		
2019-023	07/03/2019	Arrêté portant délivrance d'un permis de détention d'un chien de 2° catégorie
2019-024	07/03/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0006 portant sur la construction d'un abri de jardin
2019-025	13/03/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de modification d'ouvrage électrique
2019-026	18/03/2019	Arrêté autorisant l'installation de plusieurs zones de chantiers pour l'élitage et taille d'arbres
2019-027	19/03/2019	Arrêté instaurant la mise en place de trois panneaux stop sur les VC 202, 203 et 204
2019-028	21/03/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0007 portant sur la construction d'une piscine
<b>DECISIONS</b>		
	06/03/2019	Signature d'un devis de la société TRANSHORIZON pour une sortie de l'école élémentaire à St Yzan de Soudiac (95€)
	12/03/2019	Signature d'une convention avec QUALICONSLUT pour une formation incendie (648€)
	12/03/2019	Signature d'un devis de l'association ACROCS pour une balade contée à la bibliothèque (350€)
	14/03/2019	Signature d'un devis de la société Plantes du Sud Créations pour l'élitage de deux arbres (364,80€)
	14/03/2019	Signature d'un devis des Pépinières Barthélemy pour la fourniture de végétaux (189,60€)
	19/03/2019	Signature d'un devis de la société SEDI pour la fourniture d'enveloppes électeur (138,60€)
	21/03/2019	Signature d'un devis de la Compagnie En Aparté pour une représentation le 12/06/2019 (954,40€)

	06/03/2019	Signature d'un devis de la société Buro Partner pour la fourniture, d'un écran mural de projection pour l'école (92,90€)
--	------------	--



### **Délibération n° 20192703-01– Désignation des représentants au CNAS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la Commune de St Christoly de Blaye est membre du Comité National d'Action Sociale (CNAS),

Considérant la mutation du représentant du personnel,

Conformément à l'article 24 du règlement de fonctionnement du CNAS, chaque collectivité adhérente doit désigner un délégué représentant le collège des élus et désigner un délégué représentant le collège des bénéficiaires. Il est rappelé que la durée du mandat des délégués locaux est calquée sur celle des conseils municipaux et est donc de six ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- désigne Madame Michèle BILLIER comme déléguée représentant le collège des élus au Comité National d'Action Sociale,
- désigne Monsieur Christophe JACQUES comme délégué représentant le collège des bénéficiaires au Comité National d'Action Sociale.

VOTE :            Pour : 15            Contre : 0            Abstention : 1 (Mme CHAMBOUNAUD)



### **Délibération n° 20192703-02– CREATION GROUPE DE TAVAIL PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE**

Vu l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que le Conseil Municipal peut former au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres,

Considérant la nécessité de réunir l'ensemble des intervenants concernés au sein d'une même commission chargée de l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde (PCS),

Considérant la proposition de Mme Le Maire de désigner, pour siéger aux réunions du groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde, Mmes Stéphanie BAUDE, Valérie CHAMBOUNAUD, Murielle PICQ, MM. Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19/03/2019,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

- **Décide** de créer le groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde
- **Dit** que ce groupe de travail sera composé de :

\* Mmes Stéphanie BAUDE, Valérie CHAMBOUNAUD, Murielle PICQ, MM. Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN.

- **Charge** Mme le Maire de l'élaboration d'un planning de réunions de travail.

VOTE :      Pour : 16      Contre : 0      Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-03– MFR de l'Entre Deux Mers – Renouvellement de la convention**

Madame le Maire fait part de la satisfaction du service rendu par la MFR de l'Entre Deux Mers dans le cadre de la convention signée l'année dernière qui arrive à échéance le 14 avril 2019.

Madame le Maire propose la reconduction de ladite convention qui vise la plantation et/ou l'entretien de végétaux sur le territoire de la Commune de Saint-Christoly de Blaye.

Cette convention fixe l'attribution d'une participation visant à couvrir l'ensemble des frais engagés ainsi que le travail réalisé par les élèves. Cette participation s'élève à 300.00 € maximum par intervention (cette participation pouvant être réduite selon le travail réalisé après accord des deux parties).

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19/03/2019

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- ▲ APPROUVE les termes de la convention
- ▲ AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention

Votes              Pour : 16              Contre : 0              Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-04– Vote du compte administratif 2018 du budget de la Commune.**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-14, L.2121-31, L.2122-21, L.2343-1 et 2,

Vu l'avis de la commission finances en date du 19 mars 2019,

Considérant que Mme Marie-Claude BELLUE, Conseillère Municipale, a été désignée pour présider la séance lors du vote du compte administratif,

Madame le Maire ayant quitté la séance, conformément à l'article L.2121-14 précité,

Entendu l'exposé sur les conditions d'exécution du Budget de l'exercice 2018,

Entendu la présentation faite du compte administratif lequel peut se résumer ainsi :

**Section de fonctionnement :**

- Montant des dépenses : 1 231 380,71 €
- Montant des recettes : 1 404 829,02 €
- Solde positif de : 173 448,31 €
- Résultat reporté N-1 : 924 523,63 €
- **Résultat/Solde positif : 1 122 378,19 €**

### Section d'investissement :

- Montant des dépenses : 647 214,00 €
- Montant des recettes : 457 482,78 €
- Solde négatif de : 189 731,22 €
- Résultat reporté N-1 : - 161 422,15 €
- **Résultat/Solde négatif : - 351 153,37 €**

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **Approuve** le compte administratif du budget de la Commune de l'exercice 2018

VOTE :      Pour : 16      Contre : 0      Abstention : 0



### Délibération n° 20192703-05– Vote du compte administratif 2018 du transport scolaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-14, L.2121-31, L.2122-21, L.2343-1 et 2,

Vu l'avis de la commission finances en date du 19 mars 2019,

Considérant que Mme Marie-Claude BELLUE, Conseillère Municipale, a été désignée pour présider la séance lors du vote du compte administratif,

Madame le Maire ayant quitté la séance, conformément à l'article L.2121-14 précité,

Entendu l'exposé sur les conditions d'exécution du Budget de l'exercice 2018,

Entendu la présentation faite du compte administratif lequel peut se résumer ainsi :

### Section d'exploitation :

- Montant des dépenses : 1 503,43 €
- Montant des recettes : 5 935,58 €
- Solde positif de : 4 432,15 €
- Résultat reporté N-1 : 6 960,46 €
- **Résultat/Solde positif : 11 392,61 €**

### Section d'investissement :

- Montant des dépenses : 0,00 €
- Montant des recettes : 0,00 €
- Solde : 0,00 €
- Résultat reporté N-1 : 7 583,32 €
- **Résultat/Solde positif : 7 583,32 €**

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **Approuve** le compte administratif du transport scolaire de l'exercice 2018

VOTE :     Pour : 16            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-06– Vote du Compte de Gestion 2018 du budget de la Commune.**

Le compte de gestion établi par la Trésorerie de Saint Savin retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il s'agit de documents de synthèse qui rassemblent l'ensemble des comptes mouvementés au cours de l'exercice concerné.

Pour l'exercice 2018, les balances des comptes de gestion du budget principal concordent avec celles du compte administratif concerné.

Pour le budget principal, une vérification de la prise en compte par la trésorerie des titres de recettes émis et mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2018 a été effectuée au terme de cet exercice ; aucune anomalie n'a été détectée entre les comptabilités de la Trésorerie et de la commune et les résultats tant en fonctionnement qu'en investissement sont en stricte concordance.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **Approuve** le Compte de Gestion 2018 du receveur municipal de la Commune de l'exercice 2018

VOTE :     Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-07– Vote du Compte de Gestion 2018 du transport scolaire.**

Le compte de gestion établi par la Trésorerie de Saint Savin retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il s'agit de documents de synthèse qui rassemblent l'ensemble des comptes mouvementés au cours de l'exercice concerné.

Pour l'exercice 2018, les balances des comptes de gestion du budget Transport Scolaire concordent avec celles du compte administratif concerné.

Pour le budget Transport Scolaire, une vérification de la prise en compte par la trésorerie des titres de recettes émis et mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2018 a été effectuée au terme de cet exercice ; aucune anomalie n'a été détectée entre les comptabilités de la Trésorerie et du Transport Scolaire et les résultats tant en fonctionnement qu'en investissement sont en stricte concordance.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **Approuve** le Compte de Gestion 2018 du receveur municipal du Transport Scolaire de la Commune de ST CHRISTOLY DE BLAYE de l'exercice 2018

VOTE :     Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-08– CLOTURE DU BUDGET TRANSPORT SCOLAIRE –INTEGRATION DES COMPTES DE CE BUDGET DANS LE BUDGET DE LA COMMUNE**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-1-1 à L.2224-2 ;

Vu l'avis de la commission finances/personnel en date du 19 mars 2019,

Considérant le vote du compte administratif 2018 du budget transport de la commune de St Christoly de Blaye ;

Considérant que l'activité du transport scolaire organisé par la Commune de St Christoly de Blaye a cessé depuis le 07 juillet 2018 ;

Considérant qu'en conséquence, il convient donc de clôturer le budget transport scolaire au 31 décembre 2018 ;

Considérant que ces opérations budgétaires et comptables de transfert sont des opérations réelles et qu'il y a donc lieu de clôturer ce budget transport au 31 décembre 2018. A cette date, le comptable public procédera au transfert des balances du budget annexe sur le budget principal par opérations d'ordre non budgétaires.

Considérant les résultats budgétaires de clôture 2018 du budget annexe transport scolaire définis comme suit :

**Section d'exploitation :**

- Montant des dépenses : 1 503,43 €
- Montant des recettes : 5 935,58 €
- Solde positif de : 4 432,15 €
- Résultat reporté N-1 : 6 960,46 €
- **Résultat/Solde positif : 11 392,61 €**

**Section d'investissement :**

- Montant des dépenses : 0,00 €
- Montant des recettes : 0,00 €
- Solde : 0,00 €
- Résultat reporté N-1 : 7 583,32 €
- **Résultat/Solde positif : 7 583,32 €**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Décide de procéder à la clôture du budget annexe du transport scolaire au 31 décembre 2018 ;

Constata que les résultats reportés du compte administratif 2018 du budget transport scolaire, à intégrer au budget principal s'élèvent à :

<b>Section d'exploitation :</b>	<b>11 392,61 €</b>
<b>Section d'investissement :</b>	<b>7 583,32 €</b>

Dit que la réintégration de l'actif et du passif du budget annexe dans le budget principal de la commune est effectuée par le comptable assignataire de la commune qui procède à la reprise du budget concerné en balance d'entrée dans les comptes du budget principal de la commune et réalise

l'ensemble des écritures d'ordre non budgétaires nécessaires à la réintégration du budget annexe au budget principal de la commune.

Autorise le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-09– Attribution des subventions aux associations 2019**

*Discussion : M. RAYMOND s'étonne que la subvention pour le voyage scolaire n'apparaisse pas dans le tableau. Il lui est rappelé que cette subvention a été votée lors du précédent Conseil Municipal.*

Mme le Maire présente après étude des demandes de subventions reçues des associations, les propositions de subventions retenues par la commission finances réunie le 19 mars 2019, pour l'année 2019.

Après délibération, le Conseil Municipal :

- Accorde une subvention aux associations figurant dans le tableau joint en annexe
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019 de la commune – article 6574

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0

Nom Association	Subvention 2019
Aéroclub Marcillac	50
APE	800
Comité jumelage	1 200
Comité des fêtes	6 500
Culture vox	4 700
Fnaca	50
Groupe Cyclo Tourisme du Blayais	200
Gym et Form	150
Harmonie Hauts de Gironde	450
Les pattes sportives	150
MCAB	150
MFR Entre deux mers	50
Théâtre épicé	1 200
UNC	100
Union Sport Nord Gironde (omnisports)	90



Union Sport Nord Gironde (tennis)	105
<b>TOTAL</b>	<b>15 945</b>



### **Délibération n° 20192703-10 – Subvention exceptionnelle Festival Flam**

*Discussion : Mme Le Maire précise que cette subvention permettra la tenue d'un concert de musique classique de qualité cet été à l'église. MM. CADUSSEAU et MOULIN demandent si ce concert sera gratuit. Mme Le Maire répond que ce sera payant mais qu'à ce jour, le tarif n'est pas connu. Mme CHAMBOUNAUD souhaiterait connaître le tarif. Après recherches, Mme BAUDE précise que le tarif sera de 15€ et gratuité pour les moins de 15 ans. Mme Le Maire ajoute que l'idée est de rendre ce type de musique accessible.*

Considérant l'organisation par l'association Festival Flam d'un concert à l'église,

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'attribuer une subvention exceptionnelle de 600€ au titre de l'année civile 2019 à l'association Festival Flam ;
- D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2019.

Votes      Pour : 17                  Contre : 0                  Abstention : 0



### **Délibération n° 20192703-11– AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL AU TITRE DE L'EXERCICE 2018**

Vu l'avis favorable de la commission finances en date du 19 mars 2019 ;

Le Conseil Municipal décide de procéder à l'affectation des résultats des sections de fonctionnement et d'investissement comme suit :

#### **Résultat de la section de fonctionnement à affecter :**

Résultat de l'exercice 2018 :	Excédent	173 448.31 €
Résultat reporté de l'exercice 2017 :	Excédent	948 929.88 €
Résultat de clôture à affecter :	<b>Excédent</b>	<b>1 122 378.19 €</b>

#### **Résultat de la section d'investissement :**

Résultat de l'exercice 2018 :	Déficit	189 731.22 €
Résultat reporté de l'exercice 2017 :	Déficit	161 422.15 €
Résultat de clôture à affecter :	<b>Déficit</b>	<b>351 153.37 €</b>

Dépenses d'investissement engagées non mandatées :	197 457.00 €
Recettes d'investissement restant à réaliser :	128 432.00 €
Solde des restes à réaliser :	- 69 025.00 €

Besoin réel de financement :	420 178.37 €
Excédent réel de financement :	

### Affectation du résultat de la section de fonctionnement :

En couverture du besoin réel de financement dégagé  
à la section d'investissement (R1068) :  
En déficit reporté à la section d'investissement :  
En excédent reporté à la section de fonctionnement :

420 178.37 €  
351 153.37 €  
702 199,82 €

### • Transcription budgétaire de l'affectation du résultat :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
D002 Déficit reporté	R002 Excédent reporté	D001 Solde d'exécution	R1068 Excédent reporté
	702 199.82 €	351 153.37 €	420 178.37 €

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0



### Délibération n° 20192703-12- Vote du taux des taxes 2019

Discussion : Mme Le Maire précise que les bases ont augmenté de 2,2% ce qui engendre 10 000€ de recettes supplémentaires pour la collectivité. Mme CHAMBOUNAUD cite son exemple, une augmentation de 300€ en raison de l'augmentation des bases, elle estime que cette augmentation résulte d'une erreur des services de l'Etat qui n'avaient pas revu les bases depuis 7 ans. M. MOULIN propose aussi de diminuer les taux pour lisser l'augmentation des bases.

Madame le Maire propose, selon l'avis de la Commission « Finances, Gestion du Personnel » réunie le 19 mars 2019, de maintenir pour 2019 les taux des taxes tels que votés en 2018.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019,

Après discussion, le Conseil Municipal décide :

➤ de FIXER comme suit les taux des taxes 2019 :

Nature des taxes	Taux votés En 2018	Bases 2019 d'imposition	Taux votés En 2019	Produits correspondants
Taxe d'habitation	11,79%	1 722 000	11,79%	203 024
Foncier bâti	15,87%	1 213 000	15,87%	192 503
Foncier non bâti	50,46%	68 300	50,46%	34 464
			TOTAL	429 991

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0



### Délibération n° 20192703-13 – VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2019

Discussion : M. MOULIN souhaite connaître le type de tracteur-tondeuse qui sera acheté. M. DEBET précise qu'il s'agira d'un tracteur-tondeuse qui ramasse et qui permet de vider le bac dans le camion. Ce véhicule peut également circuler sur la route

et est également susceptible de recevoir des éléments complémentaires. M. CADUSSEAU demande s'il s'agit du principe de bac vérin qui se lève. M. DEBET répond par l'affirmative. M. CADUSSEAU souhaite également savoir si plusieurs types de tracteur tondeuse sont envisagés. Mme Le Maire dit que trois devis, consultables en Mairie, seront étudiés en commission finances.

M. MOULIN demande à quoi correspond la somme allouée pour le véhicule de police municipale. Cette somme concerne l'acquisition d'une rampe gyrophare.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et sur proposition de la Commission finances/personnel, réunie le 19 mars 2019, vote le budget principal 2019 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

Libellé	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	1 948 580.82	1 948 580.82
Section d'investissement	1 296 332.35	1 296 332.35

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-14—TRANSFERT DES EMPRUNTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LATITUDE NORD GIRONDE A LA COMMUNE DE ST CHRISTOLY DE BLAYE (ALSH et LACS) ET REVERSEMENT DE LA REPARTITION FINANCIERE AU PROFIT DE LA COMMUNE DE ST CHRISTOLY DE BLAYE**

Discussion : Mme Le Maire informe le Conseil Municipal que la CCB délibèrera au mois de juillet et remboursera à la Commune les sommes versées à CCLNG. M. CADUSSEAU demande si les dépenses relatives au remboursement d'emprunt et autres ne doivent pas être budgétisées. Mme Le Maire répond que les décisions modificatives portées à l'ordre du jour concernent ces dépenses.

Une nouvelle délibération sera portée à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal au sujet du transfert de l'ALSH occupé jusqu'au 30/04/2019 par la CCLNG. M. BERLINGER estime ridicule de cesser l'activité en cours d'année ce à quoi Mme Le Maire rétorque aussitôt que la commune de St Christoly n'a jamais demandé à CCLNG de quitter l'ALSH et qu'aucune pression n'a été exercée par la Commune ou la CCB. Il est précisé que l'école de musique pourra continuer ses activités. Mme CHAMBOUNAUD demande qui perçoit le loyer. Mme Le Maire répond que le loyer est perçu par la CCB et que pour les lacs, la commune n'est propriétaire que du foncier non bâti. Mme CHAMBOUNAUD s'étonne que les dettes ne fonctionnent pas comme les loyers. Mme Le Maire dit que la Préfecture a mis du temps à répondre sur la répartition et que le recours devant le tribunal a rajouté au décalage. Au final, le coût sera nul pour la commune. Mme CHAMBOUNAUD prétend que les dettes et ressources devraient être sur le même schéma et que la commune paie mais ne reçoit rien. Si la commune percevait le loyer du restaurant, elle verserait moins pour Mme CHAMBOUNAUD. Elle termine son propos en indiquant que la commune est prise en otage par les deux CDC et l'Etat. Mme PICQ admet que cette situation est extrêmement complexe. M. BERLINGER dit qu'une fusion a 5 aurait été plus simple.

Mme Le Maire fait part de la demande de CCLNG concernant l'occupation de l'ALSH durant le mois d'avril et les conditions financières consenties par la commune. Le conseil s'accorde à dire que l'occupation ne fera pas l'objet d'une redevance.

M. MOULIN souhaite savoir ce qu'il adviendra de l'ALSH. A ce jour, on ne sait pas précise Mme Le Maire. M. MOULIN ajoute qu'il serait bien que les enfants puissent continuer à en bénéficier. Mme PICQ a déjà formulé cette demande en bureau communautaire.

Le Maire fait part de l'arrêté du Préfet de Gironde du 24 novembre 2016 portant extension du périmètre de la communauté de communes de Blaye, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, retirant à la CCLNG cinq communes (Générac, Saint-Christoly-de-Blaye, Saint-Girons-d'Aiguevives, Saint-Vivien-de-Blaye et Saugon).

L'arrêté du Préfet de Gironde du 5 juin 2018 procède, conformément à l'article L.5211-25-1-2° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à la répartition des biens meubles et immeubles acquis ou

réalisés postérieurement au retrait de la commune de Saint-Christoly-de-Blaye, celui-ci s'effectuant dans les mêmes conditions juridiques que celles ayant cours dans le cadre d'un transfert de compétence. Le Maire fait part que l'arrêté précise ainsi :

- La cession totale de l'emprunt bancaire, identifié MIN261853 EUR tranche 2 (prêt initial de 120 000 €) à la commune correspondant au financement de la construction du bâtiment A.L.S.H à Saint-Christoly-de-Blaye ;
- La cession partielle (quotité de 60%) de l'emprunt bancaire, identifié MON502031EUR (prêt initial de 500 000 €), à la commune de Saint Christoly de Blaye correspondant au financement des équipements de la Base de Loisirs des Lacs du Moulin Blanc (réaménagement du restaurant et réalisation de la station de traitement des eaux usées) ;

Vu l'arrêté du Préfet de Gironde, daté du 24 novembre 2016, procédant au retrait de 5 communes de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde, dont celle de Saint-Christoly-de-Blaye, vers la Communauté de Communes de Blaye, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

Vu l'article L.5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « *en cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale, les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. **Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restitué à la commune propriétaire*** »

Vu le transfert du bail commercial du restaurant, conclu par la CCLNG à la commune de Saint-Christoly-de-Blaye, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et la perception des loyers qui en découle ;

Vu le capital restant dû de l'emprunt MIN261853 EUR tranche 2, d'un montant global de 72 310.36 € avant l'échéance prochaine de remboursement du prêt le 1<sup>er</sup> avril 2019 pour une annuité de 9 496.85 € réalisé pour financer la construction du bâtiment A.L.S.H cité ci-dessus,

Vu le capital restant dû de l'emprunt MON502031EUR d'un montant global de 411 570.59 € et l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour un montant de 38 941.85 € acquittée par la CCLNG, y compris la part revenant à la commune de Saint-Christoly-de-Blaye, soit 23 365.11 € ;

Vu le capital restant dû de l'emprunt MON502031EUR d'un montant global de 380 901.31€ à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Vu la prise en charge partielle, par la commune de Saint-Christoly-de-Blaye, de l'emprunt MON502031EUR à un niveau de 60%, à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2020, conformément au tableau d'amortissement annexé à la délibération signé de Madame le Maire de Saint-Christoly-de-Blaye et par le Président de la CCLNG, précisant une reprise de l'emprunt pour un capital restant dû de 152 360.53 € pour la CCLNG (40%) et 228 540.78 € pour la commune de Saint Christoly de Blaye (60%), quotité en conformité avec l'arrêté préfectoral du 5 juin 2018 ;

Vu le versement de la CCLNG à la commune de Saint-Christoly-de-Blaye dans le cadre de l'application de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2018, la somme de 88 905.75 € à inscrire au budget 2019 ;

Considérant que la CCLNG a déjà réglé en janvier 2019 la part du remboursement de l'emprunt des lacs (23 365.11 €) et que cette somme revient in fine à la commune de St Christoly ;

Considérant que la CCLNG a conservé deux matériels intégrés dans l'actif transféré pris en compte par l'Etat dans sa rédaction de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2018. Le montant s'élève à 20 882.73 €.

Considérant la différence de ces deux montants, la Commune de St Christoly est donc redevable de la somme de 2 482.38 €,

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal :

- Approuvent le transfert total de l'emprunt MIN261853 EUR à la commune de Saint-Christoly-de-Blaye pour un montant de capital restant dû de 72 310.36 € ;
- Approuvent le transfert partiel de l'emprunt MON502031EUR à la commune de Saint-Christoly-de-Blaye pour un montant de capital restant dû de 228 540.78 € (60%) et un montant de capital restant dû de 152 360.53 € (40%) demeurant à la CCLNG ;
- Approuvent le versement de la CCLNG à la commune de Saint Christoly de Blaye de la somme de 88 905,75€ relative à la répartition financière ;
- Approuvent le versement à la CCLNG de la somme de 2 482,38€ relative à la différence entre la part du remboursement de l'échéance de janvier 2019 de l'emprunt des lacs (23 365,11€) et la conservation par la CCLNG de deux matériels intégrés dans l'actif figurant à l'arrêté préfectoral du 05 juin 2018 ;
- Sollicitent la Société de Financement Local (SFIL) de façon à organiser ce transfert total et partiel de l'emprunt ;
- Autorisent Mme Le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires au transfert des emprunts considérés ;

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 1 (Mme CHAMBOUNAUD)



#### **Délibération n° 20192703-15- Budget Communal – Décision Modificative Budgétaire n°1/2019**

Mme le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire suite à l'intégration des excédents du budget transport scolaire.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019.

Le Maire fait donc part à ses collègues des propositions transcrites dans le tableau suivant :

Désignation	Dépenses	Recettes
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
R 002 (chapitre 65) : Excédent reporté transport		11 392,61 €
D 023 : Virement à la section d'investissement	11 392,61 €	
<b>INVESTISSEMENT</b>		
<b>R 021 (chapitre 20) : Virement de la section d'investissement</b>		<b>11 392,61 €</b>
R 001 (chapitre 21) : Excédent reporté transport		7 583,32 €
D 21312 : Bâtiments publics	18 975,93 €	
<b>TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0



#### **Délibération n° 20192703-16- Budget Communal – Décision Modificative Budgétaire n°2/2019**

Mme le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire suite à l'intégration du versement de la CCLNG.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019.

Le Maire fait donc part à ses collègues des propositions transcrites dans le tableau suivant :

Désignation	Dépenses	Recettes
<b> FONCTIONNEMENT</b>		
R 7788 : Reversement CCLNG		88 905,75 €
D 66111 : Intérêts emprunt ALSH	3 825,22 €	
D : 678 Versement LNG contraction rembt échéance 2019 et actif (23 365,11 – 20 882,73)	2 482,38 €	
D 023 : Virement à la section d'investissement	82 598,15 €	
<b> INVESTISSEMENT</b>		
R 021 (chapitre 20) : Virement de la section d'investissement		82 598,15 €
D 16 : Capital emprunt ALSH	5 700,00 €	
D 21312 : Bâtiments publics	76 898,15 €	
<b> TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-17- Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 29 novembre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 mars 2019 relatif à l'instauration du Complément Indemnitaire Annuel dans le cadre du RIFSEEP,

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019,

Depuis le 1er janvier 2016, le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est transposable à la Fonction Publique Territoriale.

Pour tenir compte de ces évolutions réglementaires, il convient de modifier l'organisation du régime indemnitaire au sein de la collectivité pour transposer cette nouvelle réglementation.

Il sera rappelé que les personnels territoriaux peuvent bénéficier de primes et indemnités dans les mêmes conditions que les fonctionnaires d'État exerçant des fonctions équivalentes. Les équivalences sont déterminées par décret.

Il appartiendra au conseil municipal de se prononcer sur :

- les agents bénéficiaires,
- la nature des primes qui seront versées dans la collectivité,
- le montant de chacune dans la limite des maxima prévus pour les fonctionnaires d'État ainsi que les modalités de revalorisation ; les montants de primes prévus pour les fonctionnaires d'État constituent la limite maximale qui s'impose aux collectivités,
- les critères de modulation du régime indemnitaire,
- la périodicité de versement.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- éventuellement, d'un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Le RIFSEEP se substitue notamment aux primes existantes telles que l'Indemnité d'Exercice des Missions en Préfecture (IEMP), l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS).

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- permettre le maintien de rémunération, des agents suite à l'abrogation de l'Indemnité d'Exercice des Missions en Préfectures (IEMP) rétroactivement au 01 janvier 2017 par décret n°2017-829 du 05 Mai 2017
- reconnaître les spécificités de certains postes
- prendre en compte le niveau de cotation des différents postes en fonction des critères retenus

## **1 – BÉNÉFICIAIRES**

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour les corps ou services de l'État servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois listés ci-dessous :

- Les attachés,
- Les adjoints administratifs,
- Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles,
- Les adjoints techniques,
- Les adjoints du patrimoine.

Les primes et indemnités pourront être versées :

- aux fonctionnaires stagiaires et titulaires

## **2 – L'INDEMNITE LIEE AUX FONCTIONS, AUX SUJETIONS ET A L'EXPERTISE (IFSE)**

### **LE PRINCIPE**

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité repose sur une formalisation précise de critères professionnels. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Pour l'État, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel.

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

## LA DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DE L'IFSE

Chaque cadre d'emplois de la collectivité est réparti en différents groupes de fonctions selon les critères professionnels suivants :

- 1. Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :**
  - Responsabilité d'encadrement ;
  - Ampleur du champ d'action ;
  - Délégation de signature ;
  - Conseil aux élus ;
- 2. Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :**
  - Connaissances requises ;
  - Complexité, niveau de technicité exigé pour occuper le poste ;
  - Initiative ;
  - Diversité des tâches, des dossiers ou des projets ;
- 3. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :**
  - Confidentialité ;
  - Impact sur l'image de la collectivité ;
  - Actualisation des connaissances ;
  - Respect de l'autorité ;

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, du groupe 1 au groupe :

- 4 pour les catégories A
- 4 pour les catégories C

À chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds figurant dans le tableau ci-dessous.

Les groupes de fonctions 1 sont réservés aux postes les plus lourds et les plus exigeants.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet.

Il est précisé que les agents appartenant à des cadres d'emplois pour lesquels les arrêtés ministériels transposant le RIFSEEP n'ont pas encore été publiés, les primes actuellement versées sont maintenues jusqu'à la parution des textes.

Dès la publication de ces textes, le RIFSEEP leur sera appliqué.

### FILIERE ADMINISTRATIVE

Groupes de Fonctions	Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
		Logés	Non Logés
Attachés			
Groupe 01 : A1	Direction Générale	Sans Objet	21 600



Adjoints administratifs territoriaux			
<b>Groupe 02 : C3</b>	Assistante de direction	Sans Objet	3 800
<b>Groupe 03 : C4</b>	Agents en charge de l'urbanisme et missions de suppléance administrative	Sans Objet	1 560

FILIERE MEDICO-SOCIALE			
Groupe Fonctions	de Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
		Logés	Non Logés
Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles			
<b>Groupe 04 : C4</b>	ATSEM	Sans Objet	1 560

FILIERE TECHNIQUE			
Groupe Fonctions	de Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
		Logés	Non Logés
Adjoints techniques territoriaux			
<b>Groupe 04 : C4</b>	Responsable de service cantine, techniques, Agents d'entretien, Agents de restauration, Agents des écoles, Régisseur salles.	Sans Objet	3 000

FILIERE CULTURELLE / FILIERE ANIMATION			
Groupe Fonctions	de Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
		Logés	Non Logés
Adjoint du patrimoine / Adjoint d'animation			
<b>Groupe 04 : C4</b>	Agent chargé de la bibliothèque / Animateur	Sans Objet	1 560

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- au moins tous les deux ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent

### **3 – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)**

#### **LE PRINCIPE**

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Son institution étant obligatoire, son versement reste cependant facultatif.

## BENEFICIAIRES

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est attribué, selon les modalités ci-après et dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

## LA DETERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DE C.I.A.

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement personnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel et pourra tenir compte de :

- La valeur professionnelle,
- L'investissement personnel dans l'exercice des fonctions,
- Le sens du service public
- La capacité à travailler en équipe et la contribution apportée au collectif de travail).

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

A noter que le caractère facultatif et non reconductible de manière automatique du CIA induit qu'il ne doit pas représenter une part disproportionnée du RIFSEEP. Dans cette optique, la circulaire de la DGAFP du 5 décembre 2014 préconise que le CIA ne doit pas excéder :

- 15% du plafond global du RIFSEEP pour les cadres d'emplois de catégorie A.
- 12% du plafond global du RIFSEEP pour les cadres d'emplois de catégorie B.
- 10% du plafond global du RIFSEEP pour les cadres d'emplois de catégorie C.

Les montants plafonds annuels du CIA sont fixés comme suit :

### FILIERE ADMINISTRATIVE

Groupes Fonctions	de Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de CIA	
		Logés	Non Logés
Attachés			
Groupe 01 : A1	Direction Générale	Sans Objet	0
Adjointes administratifs territoriaux			
Groupe 02 : C3	Assistante de direction	Sans Objet	0
Groupe 03 : C4	Agents en charge de l’urbanisme et missions de suppléance administrative	Sans Objet	0

### FILIERE MEDICO-SOCIALE

Groupes Fonctions	de Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de CIA	
		Logés	Non Logés

Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles			
Groupe 04 : C4	ATSEM	Sans Objet	0

FILIERE TECHNIQUE			
Groupe de Fonctions	Fonctions / Emplois	Montant maximum annuels de CIA	
		Logés	Non Logés
Adjoint techniques territoriaux			
Groupe 04 : C4	Responsable de service cantine, techniques, Agents d'entretien, Agents de restauration, Agents des écoles, Régisseur salles.	Sans Objet	0

FILIERE CULTURELLE / FILIERE ANIMATION			
Groupe de Fonctions	Fonctions / Emplois	Montant maximum annuels de CIA	
		Logés	Non Logés
Adjoint du patrimoine / Adjoint d'animation			
Groupe 04 : C4	Agent chargé de la bibliothèque / Animateur	Sans Objet	0

Les montants individuels sont fixés par l'autorité territoriale, dans la limite du montant annuel maximum retenu par l'organe délibérant. Ce montant pourra être affecté d'un coefficient de modulation, compris entre 0 et 100%, pour chacun des bénéficiaires listés ci-dessus, en fonction des critères adoptés par l'organe délibérant

Le CIA attribué individuellement sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

#### **4 – LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION**

##### **a. LA PERIODICITE DE VERSEMENT**

La part fonctionnelle "IFSE" de la prime sera versée mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué.

Le complément indemnitaire annuel pourra faire l'objet d'un versement en une seule fois et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le versement a lieu en année N, en tenant compte de l'évaluation professionnelle portant sur l'année N-1.

Les montants de l'IFSE et du CIA sont proratisés en fonction du temps de travail.

##### **b. MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION EN CAS D'ABSENCES**

Le versement de l'IFSE et du CIA, sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement pendant les périodes :

- de congés annuels,
- de congés de maternité, de paternité, d'adoption,
- de congés pour accident de service et maladie professionnelle,
- d'autorisations spéciales d'absence,
- de départ en formation (sauf congé de formation professionnelle),

- de temps partiel thérapeutique,
- de congé de maladie ordinaire,
- de congé de longue maladie,
- de congé de grave maladie,
- de congé de longue durée.

Le versement des primes sera suspendu pendant les périodes :

- de congés de formation professionnelle,
- en cas de suspension dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

#### **c. MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL**

Pour les fonctionnaires employés à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel, les montants de primes retenus sont proratisés dans les mêmes proportions que le traitement.

#### **d. ATTRIBUTION INDIVIDUELLE**

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale.

Au regard de sa fiche de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement de l'agent à un groupe de fonctions selon l'emploi qu'il occupe conformément à la répartition des groupes de fonctions pour chaque cadre d'emplois définie par la présente délibération.

Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel figurant en annexe 1 de la présente délibération.

L'arrêté d'attribution de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise a une validité permanente, sauf cas de suspension énoncés plus haut ou de départ de la collectivité (mutation, retraite, décès, démission, autres positions que l'activité).

L'autorité territoriale attribuera les montants individuels entre 0 et les montants maximums prévus dans les tableaux susvisés.

#### **e. CUMULS**

Le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : GIPA, ...),
- La Nouvelle Bonification Indiciaire,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (astreintes, permanence, le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, heures supplémentaires en cas de dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 Août 2000 relatif à l'organisation du temps de travail ...),
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction.

#### **f. MAINTIEN DES MONTANTS DU REGIME INDEMNITAIRE ANTERIEUR**

Le montant global de primes attribué au titre du régime indemnitaire antérieur est garanti aux personnels au titre de l'IFSE, jusqu'à la date de prochain changement de fonctions de l'agent.

Ce maintien concerne les primes et indemnités susceptibles d'être versées au titre du grade, des fonctions, des sujétions correspondant à l'emploi ainsi qu'à la manière de servir perçues mensuellement et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel.

Il est proposé de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'État servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire.

Après débat, il sera proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les textes instituant les différentes primes et indemnités sous réserve des conditions particulières d'attribution applicables dans la collectivité, décidées par la présente délibération,

- D'adopter les propositions relatives aux conditions de modulation et de revalorisation des indemnités, ainsi qu'aux montants mentionnés dans la présente délibération,
- D'abroger la délibération en date du 06 décembre 2017 portant extension du régime indemnitaire de la Commune de St Christoly de Blaye,
- De préciser :
  - o que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 2019,
  - o que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

VOTE :      Pour : 17          Contre : 0          Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-18- Participation de la commune pour le financement de deux abris voyageurs fournis par le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine**

*Discussion : Mme CHAMBOUNAUD informe les membres du Conseil Municipal que l'espacement entre deux abris bus est dorénavant d'un kilomètre au lieu de 500 mètres et qu'il s'agit de nouvelles directives de Conseil Régional. M. CADUSSEAU remarque que le prix d'un abri bus (4 000 €) est très cher.*

Madame Le Maire explique aux conseillers municipaux qu'il convient de remplacer un abri bus endommagé et d'en installer un nouveau afin que les élèves attendent les transports scolaires dans de bonnes conditions. Ces deux abris bus sont situés aux arrêts « Croix de Dubraud » et « L'Aiguille ».

Une demande d'attribution de deux nouveaux abris bus a été adressée au Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019,

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur :

- la participation de la commune représentant 10% du prix de l'abri soit 400€ X 2 = 800€,
- la réalisation de deux dalles dites "d'assise" avant l'installation du mobilier.

Après en avoir délibéré, Le conseil Municipal :

- la participation de la commune pour la somme de 800 €,
- la réalisation de deux dalles dites "d'assise" avant l'installation du mobilier.
- charge Madame Le Maire de signer toutes les pièces utiles au dossier.

VOTE :      Pour : 17          Contre : 0          Abstention : 0



**Délibération n° 20192703-19 – La Poste – Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux**

*Discussion : M. BERLINGER demande quelle sera la durée de la mise à disposition du local. Mme Le Maire propose une durée d'un an, le temps de voir comment cela se passe. A ce jour, le local du tennis n'est pas encore accessible et nécessite des travaux (chauffage...) et de changer le réfrigérateur. La Poste fournirait le mobilier. Mme CHAMBOUNAUD fait remarquer que les toilettes sont à l'extérieur du local tennis et que la commune est « sympa » avec La Poste alors qu'elle ne l'est pas avec la commune. Mme CHAMBOUNAUD dit que La Poste n'a qu'à se débrouiller et qu'il faut arrêter ce système visant à privilégier certains. Dans l'attente, la salle rose pourrait être mise à disposition moyennant 200€ charges comprises hors ménage. La Poste ferait appel à une entreprise pour le ménage. M.MOULIN propose de leur mettre la salle des mariages à disposition alors que Mme CHAMBOUNAUD est farouchement opposée à toute mise à disposition. En réponse à Mme CHAMBOUNAUD, MM. BERLINGER et LESCENE disent que les salariés de la Poste ne sont pas responsables. Considérant leurs utilisations, la salle des mariages et la salle des associations ne peuvent être concernées.*

*Mme BELLUE demande ce qu'en pensent les facteurs. La commune ne connaît pas la position des intéressés.*

*Pour le local du tennis, M. MOULIN dit que le chauffage du local tennis risque de coûter plus cher que le loyer. En conclusion, les membres du Conseil Municipal s'accordent pour proposer la mise à disposition du local du tennis dès que ce dernier sera disponible.*

Madame le Maire fait part de la demande de la Poste d'occuper, dès que possible, le local du Tennis, afin de permettre à certains de ses agents de se restaurer et prendre leur pause quotidienne. La mise à disposition de ce local se ferait du lundi au samedi de 11h30 à 13h30. Mme Le Maire précise que La Poste s'engage à fournir le petit matériel d'électroménager, les tables et les chaises nécessaires à la restauration de son personnel.

Madame le Maire propose que cette mise à disposition soit réalisée moyennant une participation de 200€ mensuels de La Poste (charges comprises hors ménage).

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 19 mars 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- APPROUVE les termes de la convention
- DIT que cette convention sera conclue pour une durée d'un an renouvelable
- FIXE la mise à disposition au tarif de 200€ mensuels
- AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention

Votes            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



## QUESTIONS DIVERSES

- Fermetures secrétariat : 31/05, 16/08 et tous les après-midis du 15/07 au 14/08
- Préparation accueil nouveaux arrivants : samedi 30/03 à 16h30
- A suivre le Spectacle Duo violon le 30/03
- Inscription formation évacuation Vox : 19/04 de 14h à 17h
- Informations sur les travaux sur la peinture murale de l'église
- Dates prochaines commissions :  
Com des écoles : 15/04 à 19h  
Groupe Vox : 18/04 à 19h30  
Com voirie, bâtiments, finances : 23/04 à 19h
- Date prochain Conseil Municipal : 30/04/2019
- Réunion agriculteurs : 16/04 à 18h30 à Courade sur le thème de la protection contre la grêle
- Randonnée aux lacs : 30/07, organisée par la CCB
- Conférence débat sur l'autisme :  
02/04 à St André de Cubzac  
04/04 à Blaye

- Scot, Conférence territoriale : 15/05 pour l'ensemble des élus (heure et lieu seront communiqués ultérieurement)
- M. CADUSSEAU demande où en sont les réparations du réfrigérateur du Vox. La commune est en attente des devis pour prise de décision.
- M. BERLINGER demande quand sera réalisée la distribution des ardoises. La date à fixer sera un vendredi.
- M. RAYMOND souhaite connaître le sort des pierres entreposées à côté des écoles et provenant des cheminées démontées. M. DEBET répond que les pierres seront transférées aux services techniques pour conservation.
- Mme CHAMBOUNAUD s'interroge sur les litres d'eau déversés par les techniciens qui installent la fibre optique. Cette opération répétée tous les matins résulte de la vidange des chambres qui se remplissent d'eau. M. MOULIN demande la date de mise en service de la fibre. Mme Le Maire lui conseille de se connecter sur la carte de Gironde Numérique pour le planning de déploiement.
- M. MOULIN souligne que les aiguilles d'une des deux horloges du clocher de l'église ne sont pas éclairées.
- M. MOULIN évoque les bagarres de chiens à Chauvin. La police municipale gère ces situations en collaboration avec la gendarmerie pour les chiens catégorisés et pour vérifier si les propriétaires sont en règle.
- Mme le Maire rapporte qu'un camion-citerne gaz s'est mis dans le fossé au lieu-dit La Gare, le matin même, ce qui a nécessité l'intervention des pompiers et la mise en place d'un périmètre de sécurité. L'entreprise sera sollicitée afin de rembourser les dégâts causés sur la chaussée.
- Mme le Maire indique que les travaux de l'église progressent. La Cavalcade des Vices a été découverte lors des travaux sur les peintures murales. L'enduit extérieur laissera apparaître quelques pierres. Le traitement de la toiture de la sacristie nécessitera un avenant au marché.

La séance est levée à 22h45

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2019_03 du 27 mars 2019	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire	
M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint	

Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint	
M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint	
Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal	
M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme VIRUMBRALES</i>
M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal	
Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale	
Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale	
M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal	



M. <b>LESCENE</b> Bruno, Conseiller Municipal	
M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal	
M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à M. LESCENE</i>
Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale	